

Programme EVARS : une « victoire syndicale » en 2025



Dans le texte d'orientation de l'Union LDC intitulé [« Gagner... comment, et surtout quoi ? »](#), nous nous demandions : « *la dernière victoire/conquête sociale, c'était quand ?* » Et la réponse n'avait rien d'évident. Les grèves de 1995, le retrait du CPE en 2006, les Gilets Jaunes ? Des non-défaites plutôt, des reculs pour mieux sauter, quelques miettes. Le reste : défaite, défaite, défaite. Ça rime avec « retraites », c'est peut-être pour ça. Conclusion peu optimiste : « *si on cherche un parfum de victoire débouchant sur des conquêtes sociales, on serait plutôt tenté de répondre mai 68* ». Autant dire la préhistoire pour la majorité d'entre nous.

Mais foin de ce défaitisme déprimant : si l'on suit l'actualité syndicale, des victoires, il y en a en réalité tous les jours, toute l'année ! Grâce à la « combativité » des « enseignants mobilisés », Bayrou a par exemple reculé sur les suppressions de poste et les jours de carence ! Il a dû pâlir de frayeur en effet devant la marée humaine du 5 décembre dernier. A ce titre, toutes les concessions stratégiques du gouvernement au centre-gauche pour sauver sa peau peuvent passer pour des victoires des syndicats, même si on ne leur a pas demandé leur avis : on peut donc affirmer sans trembler que « la lutte paie ! » – et même l'absence de lutte, visiblement.

Dans le genre, il est difficile de passer à côté du triomphalisme qui a accompagné l'adoption par le Conseil Supérieur de l'Enseignement (CSE) des programmes d'**Education à la Vie Affective et Relationnelles et à la Sexualité (EVARS)**. Dans ce groupe purement consultatif censé « aider » le ministre de l'éducation nationale à orienter son action, et composé façon grand fourre-tout de 98 membres (dont des représentants des Régions, des chefs d'établissements et d'universités, des Maires de France, du MEDEF, etc.), ce nouveau programme a été adopté sans grande difficulté le 29 janvier : 0 vote contre !

Aussitôt, les communiqués en ligne fusaient : « *une victoire pour l'Ecole, les élèves et les personnels !* » titrait la FSU¹ : « *enfin un programme digne des enjeux* », affichait l'UNSA² ; « *enfin un programme d'éducation à la vie affective et relationnelle à la sexualité !* » précisait SUD éducation³ ; « *un programme ambitieux pour l'égalité* », répétait la CGT⁴ derrière le ministère⁵. Quant à la CFDT, elle confirme qu'elle « *vote le programme d'EVARS* »⁶. Le plébiscite est total.

Qu'est-ce qui a été gagné alors, et contre qui ?

Nous disposons maintenant, selon la FSU, d'« *un levier essentiel pour favoriser la connaissance et l'estime de soi, les relations saines et faire reculer les violences sexistes et sexuelles, les violences intrafamiliales comme les discriminations de genre* » : mais ça, on le savait déjà, puisque c'est mot pour mot ce que l'on trouve sur le site du ministère. Ce que l'on ignorait peut-être, c'est que la FSU « *a travaillé en responsabilité ces derniers mois pour que le programme aboutisse* », et que les pigistes de la FSU parlent parfaitement le Macron première langue. Logiquement, « *la FSU salue le dialogue constant et ouvert qui s'est noué autour de ce programme* » : on se demande

1 <https://fsu.fr/communique-evars-une-victoire-pour-lecole-les-eleves-et-les-personnels/>

2 <https://enseignants.se-unsas.org/Programme-Evars-enfin-un-programme-digne-des-enjeux>

3 <https://www.sudeducation.org/communiqués/enfin-un-programme-d-education-a-la-vie-affective-et-relationnelle-et-a-la-sexualite/>

4 <https://www.cgteduc.fr/2025/01/30/education-a-la-vie-affective-relationnelle-et-sexuelle-un-programme-ambitieux-pour-legalite/>

5 <https://www.education.gouv.fr/un-projet-ambitieux-eduquer-la-vie-affective-et-relationnelle-et-la-sexualite-416296>

6 <https://www.sgen-cfdt.fr/actu/la-cfdt-vote-le-programme-education-a-la-vie-affective-relationnelle-et-sexuelle/>

pourquoi Elisabeth Borne a fait semblant d'être aussi butée lors de la réforme des retraites, alors qu'elle est si ouverte au dialogue.

Il paraît qu'il y a une tendance « Ecole émancipée » au SNES qui a une longue tradition de lutte, contrairement à l'UNSA, ce jumeau maléfique qui ne prend position que sur des sujets consensuels et joue plus souvent le rôle de conseiller des princes. Bizarrement, on ne voit plus trop la différence entre les deux. Car « *notre mobilisation au SE-UNSA depuis des mois a joué un rôle déterminant ! Preuve de notre détermination collective à combattre les idéologies réactionnaires !* » Une détermination déterminante donc, et ce bien que le combat manque un peu de lustre, puisque faute d'adversaire « *le programme a été adopté à une très large majorité sans aucun vote d'opposition.* »

La CFDT peut alors tout autant se féliciter de son abnégation dans cette lutte contre des moulins à vent : « *Les débats ont été longs et de qualité ; ils ont permis d'aboutir à un vote très majoritairement favorable sans aucune expression en opposition.* » L'ambiance était vraiment excellente. Chez SUD évidemment, on ne se sent plus de joie, et on ouvre un large bec : au milieu des « *enfin* » et des « *SUD éducation se réjouit* », on apprend que ce syndicat « *attend avec impatience la publication de ce programme* ». Vite madame la ministre, faites passer votre bonne loy, l'attente du peuple n'a que trop duré !

Voilà donc nos organisations de défense des personnels, toutes couleurs politiques confondues, saluant une avancée majeure et un progrès incontestable. Même « Action et Démocratie », après quelques réserves, « *approuve le principe ainsi que les objectifs* »⁷ du programme EVARS : légèrement schizophrène, ce syndicat s'abstient lors du vote final tout en approuvant lors d'un second vote l'entrée en vigueur du programme dès la rentrée 2025...

Le SNALC s'abstient également, sans douter pour ne pas froisser les derniers cathos-tradi de sa base. Seule FO, vaguement hantée peut-être par le souvenir de quelque chose qui s'appelait la lutte de classes, n'a pas pris part au vote et ne fait nulle part mention de ce non-événement. C'est bien les gars, continuez comme ça. Vous gagnez trois points au challenge Pierre Monatte. Et autant dans notre estime, ce qui porte dorénavant votre total, pour cette dernière, à exactement trois points.

Les gars de la CGT, eux, se montrent très contents de leur action : « *grâce à notre intervention, la question des violences sexistes et sexuelles au travail entre dans les programmes pour les classes de 1ère et 1ère CAP.* » Un-zéro pour la révolution ! On n'est pas la première centrale syndicale française pour rien. Même auto-congratulation du côté de l'UNSA, qui a « *obtenu le maintien des termes identité de genre et orientations sexuelles dans le programme, ainsi que des mots explicites comme homosexualité, homophobie, transphobie, féminicide, violences sexistes et sexuelles.* »

Damned, se dit-on, que va-t-il rester à SUD éducation ? Rien, sinon le fair-play : on ne peut que s'enthousiasmer « *que des notions essentielles telles que l'identité de genre, l'homophobie ou la transphobie aient été intégrées* » dans le programme. Il n'y a plus de syndicats jaunes ou révolutionnaires : il y a les agents objectifs du progrès, discutant en bonne intelligence.

Bien sûr, tout n'est pas parfait, loin de là. Le programme fait aussi face à de sévères critiques. Ainsi, la même fédération SUD « *déplore que certains termes ne soient pas introduits plus tôt au cours de la scolarité* » : par exemple « *le terme "LGBTIphobies" n'apparaît qu'en terminale et le terme "identité de genre" n'est abordé qu'en troisième.* » Quel drame ! Mais ce sera tout pour les regrets. Il faut bien se démarquer du tout-venant syndical, en confondant radicalité et surenchère comme d'habitude : mais sans gâcher la fête. C'est pourquoi leurs collègues expriment des réserves tout aussi courageuses : la CFDT regrette la « *suppression de la mention des compétences psycho-sociales* », et l'UNSA craint que la formation des personnels consiste à « *se contenter d'un*

7 <https://actionetdemocratie.com/evars/>

webinaire ou d'un seul parcours magistère ». Des regrets et des craintes de premier ordre. Qu'on se le dise, l'ensemble reste donc très perfectible.

Et puis il y a, quand même, la question des moyens. Là, tous les syndicats sans exception s'inquiètent du fait que l'on risque de manquer de temps, de formation, de personnel. C'est un risque, en effet... Vu le climat budgétaire, il y a peu de chance que l'Etat investisse massivement dans le déploiement de cette belle mission d'éducation. Mais alors dites-moi, on n'obtiendrait pas finalement l'équivalent d'une énième réforme des programmes décidée par le sommet, charge à la base de se débrouiller pour l'appliquer ? Tu parles d'une victoire ! Pour ne pas avoir l'air de tremper là-dedans, les bureaucrates syndicaux devront se désolidariser des bureaucrates ministériels, et jouer la déception : on leur avait pourtant fait des promesses, et l'ambiance était si bonne !

A bien y regarder, il n'y a pourtant pas beaucoup de différence avec les réformes précédentes touchant l'organisation des écoles, collèges, lycées : un aréopage de « spécialistes » d'une question (c'est-à-dire d'individus promus spécialistes du fait de la structuration de leurs appareils) décide de ce qu'il faut dorénavant enseigner, des méthodes et du vocabulaire à employer, et le répercute sur des exécutants considérés comme ignares, en comptant que ce nouveau programme changera la société et fera émerger de meilleurs citoyens.

Cette caste est, entre autres, victime d'une double illusion : à l'en croire, les maux de la société peuvent être combattus par des changements dans les programmes scolaires et de nouvelles « pédagogies » (aujourd'hui sexo-affective, demain « décoloniale » ou « queer » – il a déjà toute une littérature pour cela) sans toucher à la structure socio-économique d'ensemble ; d'autre part, les décisions prises par les sommets de la bureaucratie parviendraient sans déformation aux ultimes échelons chargés de les appliquer, conformément aux intentions de départ.

La première illusion ne touche que les petits scouts du militantisme sociétal, et épargne évidemment ceux qu'elle arrange, dont Madame la Ministre et ses conseillers. La seconde en revanche est une pathologie coriace, qui résulte d'un manque de conscience déjà ancien concernant le **phénomène bureaucratique**.

Car il est évident que, de commissions d'application en comités de pilotage, de formations académiques en réunions locales, de directives du corps d'inspection en concertations avec les représentants de parents d'élèves, etc., le beau produit fini tel qu'il a été conçu dans les bureaux perdra peu à peu de sa substance en se réalisant, changera de forme, égarera des pièces en route, se dilatera sur chaque aspérité de la pyramide bureaucratique, ressemblera finalement, comme d'habitude, à un ectoplasme d'injonctions incompréhensibles à suivre dans un désert de moyens. Les profs devront donc faire preuve d'initiative, et dans l'immense majorité des cas, cela signifiera faire tout autre chose que ce qui est attendu.

On sent que cette malédiction du système ronge nos bureaucrates syndicaux, qui, s'ils le pouvaient, écriraient au mot près ce que doivent dire les enseignants. Ainsi de SUD, qui réclame un effort de l'administration « *en matière de formation des personnels pour que ce programme soit effectivement appliqué* » ; qui souhaite même une « *protection face aux pressions* » et qui en appelle à la hiérarchie toute-puissante « *en matière de communication, en direction des parents d'élèves et de l'ensemble de la société* ». Ça a du bon l'autorité de l'Etat, parfois.

La question qui demeure est la suivante : pourquoi ces gens-là en font-ils des tonnes dès que le ministère a intégré l'un de leurs insignifiants amendements ? A cela, une foule de raisons sans doute, dont on retiendra celles qui sont stratégiques, sociologiques, et existentielles.

Stratégiques. Le premier intérêt de ces victoires symboliques, c'est bien sûr qu'elles servent à masquer des défaites réelles partout ailleurs. Les classes dominantes retrouvent une agressivité qu'un siècle de social-démocratie avait eu tendance à modérer : en l'absence d'opposition réelle, elles imposent – et vont de plus en plus imposer – des politiques orientées vers leur seul intérêt, en refusant toute discussion et tout compromis dans les domaines où la croissance du capital pourrait être freinée :

répartition des richesses, écologie, protection sociale, tout cela n'entre plus en ligne de compte. Et partout où l'Etat et la bourgeoisie sont réellement menacés, les luttes sont impitoyablement réprimées. Résultat, les riches n'ont jamais été aussi riches, aucune classe dominante dans l'histoire n'a eu le quart du pouvoir que concentre l'aristocratie techno-capitaliste à l'échelle mondiale, la société devient toujours plus machinique, les populations toujours plus dépendantes de méga-systèmes dont elles ne contrôlent absolument rien et qui détruisent tout, de l'environnement au psychisme individuel. Devant tant de dépossession et d'impuissance, les acteurs sociaux subventionnés doivent bien essayer de donner le change, de travailler leur image, en diffusant l'impression qu'ils « font quelque chose », qu'ils « agissent », qu'ils se « bougent ». Ils s'*agitent*, en réalité, ce qui est très différent. Mais cela explique leur communication, qui singe les mots d'ordre d'un mouvement ouvrier devenu un lointain souvenir : « victoire », « la lutte paie » ! L'ancien vocable est resté, ce qu'il désignait a disparu.

Sociologiques. Ce n'est pas seulement que le personnel d'encadrement syndical, plus ou moins déchargé de tout travail réel, appartient à une grosse classe moyenne pour laquelle un changement radical de société n'a rien d'urgent ; cette critique classique des directions coupées de la base a encore son importance, mais il s'agit d'autre chose. Les militants qui gravissent actuellement les échelons internes des organisations n'ont plus pour priorité la « question sociale », et tendent à créer, comme le suggérait un texte récent, un « syndicalisme sociétal »⁸, d'autant plus vivace qu'il accumule, lui, des « victoires ». Les syndicats restent donc en vie en changeant de combat et de cœur de cible. Et comme, par exemple, toutes les revendications portant sur la fin d'une discrimination ont quelque chance d'aboutir, puisqu'on peut cesser de discriminer tel ou tel groupe sans changer le système dans son entier, autant y mettre toutes ses forces, plutôt que s'épuiser dans le combat social où tout semble perdu⁹. C'est une bataille des *idées* que l'on mène ici, dont le champ est l'espace médiatique et la communication le moyen .

Existentielles. Car il faut bien justifier les énormes moyens accordés par l'Etat aux syndicats : les décharges de service, les subventions versées via les organismes de formation ou les conseils économiques régionaux, etc. Il s'agit donc de convaincre les pouvoirs publics que l'on ne fait pas *rien*, et les adhérents que l'opposition syndicale fonctionne toujours. Ici, la justification incessante n'est que le pendant de l'absence de pouvoir réel : mais tant les délégués syndicaux que les militants qui les nomment ont besoin de croire que toute cette agitation est utile. Le flot continu de communiqués n'a peut-être pas d'autre fonction que de conjurer la peur du vide, de repousser la crise existentielle qui menacerait ces personnes persuadées de lutter contre le capitalisme si elles réalisaient qu'elles n'en sont qu'un appendice.

Pour notre part, nous ne prenons pas les vessies des directions syndicales pour des lanternes, et les décisions bureaucratiques issues du « dialogue social » pour des victoires. Nous savons que les triomphes des appareils indiffèrent les militants, qui pour la plupart savent qu'on ne peut gagner qu'en forçant l'adversaire à perdre, ce qui suppose de considérer l'adversaire comme tel, et d'engager avec lui un rapport de force. Et bien évidemment, on se demande où, actuellement, il est possible d'engager un tel rapport sans se faire proprement laminer. Nous pensons cependant que nous n'avons pas besoin de cette méthode Coué du dimanche qui consiste à voir des progrès partout pour se persuader qu'ils existent, quand la situation objective paraît si mal embarquée. Nous avons besoin d'y voir clair, pas de nous faire enfumer.

8 <http://oclibertaire.lautre.net/spip.php?article4316>, *Courant alternatif* n°345, décembre 2024.

9 C'est le constat que fait également un article du « Monde Diplomatique » à propos du syndicalisme étudiant : « Si, de manière plus générale, la politisation récente autour des questions de genre et du droit des femmes atteint des niveaux « impressionnants », observe le sociologue Geay, elle reste très souvent à l'initiative d' « un microcosme militant qui semble être largement issu de ces classes moyennes, sans concerner toute la jeunesse, ni même toute la jeunesse étudiante ». « Ce qui compte pour eux, poursuit-il, c'est, à défaut de bien vivre économiquement leurs études, de se construire une manière d'être étudiant dans ces pratiques militantes qui, au moins, correspondent à leurs aspirations. » Cela peut les conduire à délaissé le « long travail fastidieux qui consisterait à construire des mobilisations sur des droits économiques, où ils ne sont pas forcément les plus directement concernés ». Maëlle Mariette, « Etudiants, se résigner ou lutter », *Le Monde diplomatique*, n°851, février 2025.